

ROYAUME DU MAROC
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE
DU SEBOU - FES -



Appel d'offres ouvert international sur offres de prix
N°81/2024 /ABHS

Etude d'élaboration d'un système d'aide à la décision (SAD)
destiné à la gestion de la qualité des eaux de surface

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 4 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	4
ARTICLE 5 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	4
ARTICLE 6: INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDE DES ECLAIRCISSEMENTS....	5
ARTICLE 7 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	5
ARTICLE 8 : GROUPEMENT	6
ARTICLE 9 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	6
ARTICLE 10 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS ET PIECES COMPLEMENTAIRES.....	6
ARTICLE 11 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS.....	10
ARTICLE 12 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS	11
ARTICLE 14 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES SOUMISSIONNAIRES	11
ARTICLE 15 : CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS.....	11
ARTICLE 16 : OUVERTURE DES PLIS DES CONCURRENTS EN SEANCE PUBLIQUE ET EVALUATION DES OFFRES	11
ARTICLE 17 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE	15
ARTICLE 18 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES	15
ARTICLE 19 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES	15

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne le marché d'appel d'offres ouvert international sur offres de prix ayant pour objet : **Etude d'élaboration d'un système d'aide à la décision (SAD) destiné à la gestion de la qualité des eaux de surface**

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 21 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-22-431 précité. Toute disposition contraire au décret 2-22-431 précité est nulle et non avenue.

Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 21 et des autres articles du décret n° 2-22-431 précité

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offre est l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou à Fès.

ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2.22.431 précité :

1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement ;
- Sont affiliées à la CNSS ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme.
- Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

2- Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :

- Les personnes en liquidations judiciaires ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 152 du décret n° 2.22.431 précité ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché, lorsqu'il s'agit d'un marché en lot unique ou d'un même lot lorsqu'il s'agit d'un marché alloti ;
- Les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;

ARTICLE 4 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2-22-431 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- a. Une copie de l'avis d'appel d'offres, tels que prévus à l'article 23 du décret n°2-22-431 précité ;
- b. Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c. Le modèle de l'acte d'engagement visé à l'article 30 du décret n° 2-22-431 précité ;
- d. Le modèle de la décomposition du montant global ;
- e. Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- f. Le présent règlement de consultation ;

ARTICLE 5 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 § 7 du décret n° 2-22-431 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun changer l'objet du marché. Dans ce cas, ces modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept (07) jours avant la date de la séance d'ouverture des plis. Passé ce délai, le maître d'ouvrage doit par avis rectificatif, reporter la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque ces modifications introduites nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci sera publié conformément aux dispositions du premier alinéa du paragraphe I-2 de l'article 23 du décret n° 2-22-431 précité.

Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue qu'après l'expiration d'un délai minimum de dix jours.

Ce délai court à partir du lendemain de la date de parution de l'avis rectificatif dans le dernier support de publication, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Dans tous les cas, le délai de publicité prévu au troisième alinéa du deuxième paragraphe du I) de l'article 23 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics doit être respecté. Les concurrents, ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres, doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

L'avis rectificatif intervient dans l'un des cas suivants :

- a) lorsque le maître d'ouvrage introduit des modifications dans le dossier d'appel d'offres, sans se conformer au délai de sept jours prévus ci-dessus ;
- b) lorsque les modifications à introduire dans le dossier d'appel d'offres nécessitent un délai supplémentaire pour la préparation des offres ;

c) lorsqu'il s'agit de redresser des erreurs manifestes constatées dans l'avis publié ;

d) lorsque le maître d'ouvrage constate, après publication de l'avis, que le délai qui court entre la date de publication de l'avis et la date de la séance d'ouverture des plis n'est pas conforme au délai de publicité prévu à l'article 23 du décret n° 2.22.431 précité.

ARTICLE 6: INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDE DES ECLAIRCISSEMENTS

Conformément aux dispositions de l'article 25 du Décret n° 2-22-431 précité, Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres. Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

ARTICLE 7 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics :

1. Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières nécessaire à la réalisation des travaux objet du présent appel d'offres.
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ; et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
- Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociale ou à un autre régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes ;
- Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

2. Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du décret n°2-22-431 précité ;

- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché ;
- Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents

ARTICLE 8 : GROUPEMENT

Les concurrents peuvent constituer des groupements pour présenter une offre unique et ce en application de l'article 150 du décret n° 2-22-431 du 28 mars 2023 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 9 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante (60) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai qui sera fixé par le M.O.

ARTICLE 10 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS ET PIECES COMPLEMENTAIRES

Conformément aux dispositions de l'article 28 du décret 2-22-431 précité, Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique.

A-Un dossier administratif comprenant :

- 1) Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :
 - a) **La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :**
 - ❖ S'il s'agit d'un autoentrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas :
 - Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société
L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
 - ❖ S'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.
 - b) **La déclaration sur l'honneur en un exemplaire unique, conforme au modèle figurant au présent règlement de la consultation, qui doit comporter les mentions prévues à l'article 29 du décret n° 2-22-431 relatif aux marchés public ;**

- c) Le cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire qui en tient lieu, conformément à l'arrêté du ministre de l'économie et des finances N° 1692-23 du 23/06/2023 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires.**

En cas de groupement, le cautionnement provisoire et le cautionnement définitif peuvent être souscrits sous l'une des formes suivantes :

- a) Au nom collectif du groupement ;
- b) Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
- c) En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

Dans les cas prévus aux b) et c) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire et définitif ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance.

- d) La convention constitutive du groupement prévue à l'article 150 du décret n°2-22-431 ou sa copie certifiée conforme, lorsque le concurrent est un groupement.

2) Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 43 du décret 2-22-431 précité :

- a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 précité.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;
- c) Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;
- d) Des copies certifiées conformes à l'original des attestations ou autorisations requises pour l'exécution des prestations objet du marché conformément à la législation et la réglementation en vigueur, le cas échéant ;
- e) L'équivalent des attestations visées aux paragraphes a), b) et c) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, pour les concurrents non installés au Maroc

A défaut de délivrance de ces documents par les administrations ou les organismes compétents, ils sont remplacés par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que les documents précités ne sont pas produits.

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

3) Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

1 - Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif prévues aux b) et c) de l'alinéa 1 du A du I) du présent article, une copie du texte l'habilitant à exercer les missions en relation avec les prestations objet du marché.

2- S'il est envisagé de lui attribuer le marché :

- a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu par l'article 27 du décret n° 2-22-431.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

L'attestation précitée n'est exigée que des établissements publics soumis à l'impôt.

- b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné.

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

4) Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, il doit fournir :

1- Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, prévues aux a), b) et c) de l'alinéa 1 du A du I) du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre local des coopératives.

2- Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché :

- a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n° 2-22-431.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle la coopérative ou l'union de coopératives est imposée ;

- b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que la coopérative ou l'union de coopératives est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2-22-431.

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus, sert de base pour l'appréciation de leur validité.

5) Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, il doit fournir :

1- Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, prévues aux b) et c) de l'alinéa 1) du A du I) du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an.

2- Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché, une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n° 2-22-431.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle l'auto-entrepreneur est imposé.

La date de production, au maître d'ouvrage, de cette pièce sert de base pour l'appréciation de sa validité.

B. Un dossier technique comprenant :

Les concurrents installés au Maroc doivent produire :

- a. Une copie certifiée conforme à l'original du certificat d'agrément, selon le décret 2-98-984 du 4 Hija 1419 (22 mars 1999) instituant un système d'agrément des Bureau d'Etudes. Le BE soumissionnaire doit disposer d'un agrément spécifiant les domaines d'activités exigées par la présente étude (**D20 et D13**).

Les concurrents non installés au Maroc doivent fournir :

- a. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a été exécuté ou à l'exécution desquelles il a participé ;
- b. Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrages publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées ou par les titulaires de marchés au titre des prestations sous-traitées, avec indication de la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du ou (des) signataire(s).

C- le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité.

D- Le règlement de consultation paraphé et signé et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité

E- Une offre technique comprenant :

- Une présentation précise de la démarche que l'I.C. envisage de suivre lors de cette étude pour l'exécution de chaque mission. La Méthodologie proposée sera prise en compte lors de la notation des bureaux d'études soumissionnaires. Elle sera considérée comme un engagement de la part du bureau d'études au cas où il serait attributaire du marché ;
- Chronogramme détaillé avec phasage et durée de l'étude et des interventions de chaque membre ;
- Les attestations de déclaration à la CNSS pour **les trois derniers mois** (septembre, octobre et novembre) fournis par les services de la CNSS pour le chef de projet. Pour le reste de l'équipe les attestations de déclaration à la CNSS pour les trois derniers mois (septembre, octobre et novembre) **ou un contrat du travail avec le BET.**
- Les CV signés des membres de l'équipe qui seront affectés à cette étude ;
- Les copies des diplômes de l'équipe chargée de l'étude

F- Une offre financière comprenant :

Conformément aux dispositions de l'article 30 du décret n° 2.22.431 précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

a) l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement, signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité, doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB).

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres, en tenant compte du rabais éventuel.

En cas de discordance entre le montant libellé en chiffres et celui libellé en toutes lettres, il faut s'en tenir au montant écrit en toutes lettres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du décret n° 2.22.431 précité, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement,

soit seulement par le mandataire, si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

L'acte d'engagement du groupement concerné doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement.

b) le bordereau des prix – Décomposition du montant global conformément au modèle figurant en annexe.

Les montants totaux du bordereau des prix–décomposition du montant doivent être libellés en chiffres.

ARTICLE 11 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du Décret n° 2-22-431 précité, le dossier présenté par chaque concurrent contient trois enveloppes électroniques distinctes :

- La première enveloppe contient les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité. Le cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire doit être constituée par voie électronique. Cette enveloppe doit être signée électroniquement et porter de façon apparente, la mention « dossiers administratif et technique ».
- La deuxième enveloppe contient les pièces de l'offre technique du soumissionnaire. Cette enveloppe doit être signée électroniquement et porter de façon apparente la mention « offre technique ».
- La troisième enveloppe contient les pièces de l'offre financière du soumissionnaire. Cette enveloppe doit être signée électroniquement et porter de façon apparente la mention « offre financière ».

Chaque pièce doit être signée électroniquement par le concurrent ou la personne habilitée à le représenter.

Le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans un pli électronique fermé, et déposé au niveau du Portail Marocain des Marchés Publics, portant les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que « les plis ne doivent être ouverts que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance d'examen des offres ».

ARTICLE 12 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Les concurrents sont tenus de déposer obligatoirement leurs offres par voie électronique, conformément de l'article 9 de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du Hija 1444 (23 juin 2023), relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

Le délai pour le dépôt des plis expire à la date et à l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS

Tout pli déposé peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues à l'article 11 ci-dessus.

ARTICLE 14 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES SOUMISSIONNAIRES

Les offres seront examinées, conformément aux dispositions des articles 21, 38, 39, 41, 42, 43, et 144 du décret n° 2.22.431 et seront jugées sur la base des critères techniques et financiers. Le jugement des offres sera effectué par la commission d'appel d'offres ou une sous-commission désignée à cet effet et se déroulera en deux phases :

- ❖ A la première phase seront ouverts les dossiers administratifs et techniques. Une sous-commission sera désignée pour analyser en détail les offres techniques des soumissionnaires retenus à l'issue de l'examen des dossiers administratifs et techniques.
- ❖ Dans une deuxième phase, les offres financières des concurrents retenus à l'issue de l'examen des offres techniques seront ouvertes.

ARTICLE 15 : CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS

La commission apprécie, **selon les critères arrêtés dans le présent règlement**, les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratif et technique de chaque concurrent.

ARTICLE 16 : OUVERTURE DES PLIS DES CONCURRENTS EN SEANCE PUBLIQUE ET EVALUATION DES OFFRES

L'examen des offres sera effectué par une commission désignée à cet effet par l'agence. Les travaux de cette commission se dérouleront conformément aux dispositions des articles 21, 38, 39, 41, 42, 43, et 144 du décret n° 2.22.431 relatif aux marchés publics.

Les offres seront évaluées comme suit :

Phase 1 : Appréciation des dossiers : administratif et technique

Dans une phase préliminaire, les dossiers des concurrents feront l'objet d'une analyse qui tend à s'assurer de la conformité des pièces produites par rapport aux stipulations du dossier d'appel d'offres. Elle se conclue par :

- Soit l'acceptation du dossier du soumissionnaire ;
- Ou le rejet du dossier du soumissionnaire pour non-conformité avec le dossier d'appel d'offres.

Phase 2 : Appréciation de l'offre technique

Conformément aux dispositions de l'article 144 du décret n° 2.22.431 du 28 mars 2023 précité, l'examen des offres techniques concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs, techniques.

Une sous-commission sera désignée pour analyser en détail les offres techniques des soumissionnaires retenus. Cette sous-commission communiquera les résultats de cette analyse lors d'une deuxième séance. La date et le lieu de cette 2ème séance doivent être communiqués à temps à tous les soumissionnaires.

Ne sont prises en compte dans cette phase que les offres ayant été retenues à l'issue de la phase 1. Pendant cette phase, il sera procédé à une analyse pour s'assurer de la conformité et la qualité des propositions par rapport aux spécifications exigées par le règlement de consultation ainsi que les stipulations du cahier de prescriptions spéciales. Elle se matérialise par l'une des deux conclusions suivantes :

- Acceptation de la proposition ;
 - Rejet de la proposition pour **non-conformité** par rapport aux exigences du règlement de consultation.
- **Appréciation de l'offre technique**

L'équipe proposée par l'IC pour la réalisation des prestations doit couvrir l'ensemble des spécialités nécessaires à la bonne exécution de l'ensemble des prestations de ce marché.

Les offres techniques sont évaluées à l'aide du tableau (ci-après) :

NT 1 : Méthodologie proposée et intervention des membres de l'équipe : notée sur 15 points		
Une note méthodologique aussi exhaustive que possible exposant d'une manière claire et précise la méthodologie pour la réalisation de l'étude	10pts	Méthodologie conforme et détaillée avec des axes d'amélioration : <u>10 points</u>
		Méthodologie conforme et détaillée : 8 points
		Méthodologie non conforme : 0 point
Chronogramme détaillé avec phasage et durée de l'étude et des interventions de chaque membre	5 pts	Conforme et détaillé : <u>5 points</u>
		Non présenté ou non conforme : 0 point
NT 2 : Expérience de l'équipe : notée sur 85 points		
Chef de projet : 20 points		
Chef de projet : Ingénieur ou Docteur en Ressources en eau ou Génie Rural	20 points	Expérience professionnelle en tant que chef de projet : <u>15 points</u> - Expérience < 10 ans : 0 points - 10 ans ≤ Expérience < 15 ans : 10 points - Expérience ≥ 15 ans : 15 points - Justification : CV + CNSS + diplôme
		Références comme chef de projet pour des études de taille et nature similaires à celles de la présente consultation : <u>5 points</u> - 1 point par étude similaire réalisée.

Equipes de projet et leur qualité : Notée sur 65 points		
Ingénieur ou Docteur en Ressources en eau ou Génie Rural	13 points	<p>Expérience professionnelle : <u>10 points</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Expérience < 10 ans : 0 points - 10 ans ≤ Expérience < 15 ans : 8 points - Expérience ≥ 15 ans : 10 points <p>Justification : CV + CNSS ou contrat + diplôme</p>
		<p>Références pour des études de taille et nature similaires à celles de la présente consultation notamment les études environnementales (volet eaux) : <u>3 points</u>.</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 point par étude similaire réalisée.
Expert Chimiste : Ingénieur ou Docteur en Génie Minéral ou Génie Chimique ou biochimiste	13 points	<p>Expérience professionnelle : <u>10 points</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Expérience < 7 ans : 0 points - 7 ans ≤ Expérience < 10 ans : 6 points - Expérience ≥ 10 ans : 10 points <p>Justification : CV + CNSS ou contrat + diplôme</p>
		<p>Références pour des études de taille et nature similaires à celles de la présente consultation : <u>3 points</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 Pt point par étude similaire réalisée.
Hydrogéologue : Ingénieur ou Cadre (Bac +5 ou plus) : géologie ou Hydrogéologie	13 points	<p>Expérience professionnelle : <u>10 points</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Expérience < 7 ans : 0 points - 7 ans ≤ Expérience < 10 ans : 6 points - Expérience ≥ 10 ans : 10 points <p>Justification : CV + CNSS ou contrat + diplôme</p>
		<p>Références pour des études de taille et nature similaires à celles de la présente consultation notamment le volet géologique et hydrogéologiques : <u>3 points</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 pt point par étude similaire réalisée
Cadre Expert institutionnel : Ingénieur ou Docteur	13 points	<p>Expérience professionnelle : <u>10 points</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Expérience < 7 ans : 0 points - 7 ans ≤ Expérience < 10 ans : 6 points - Expérience ≥ 10 ans : 10 points <p>Justification : CV + CNSS ou contrat + diplôme</p>
		<p>Références pour des études de taille et nature similaires à celles de la présente consultation : <u>3 points</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 pt point par étude similaire réalisée

Ingénieur ou cadre en SIG : (Bac +5 ou plus) : systèmes d'information géographique	13 points	<p>Expérience professionnelle : 10 points :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Expérience < 7 ans : 0 points - 7 ans ≤ Expérience < 10 ans : 6 points - Expérience ≥ 10 ans : 10 points <p>Justification : CV + CNSS ou contrat + diplôme</p> <hr/> <p>Références pour des études de taille et nature similaires à celles de la présente consultation notamment la réalisation des SIG et des applications à l'hydrologie : 3 points</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 pt point par étude similaire réalisée
--	-----------	--

La liste des membres de l'équipe devrait être synthétisée suivant le tableau en annexe 1

NB : Cette notation sera effectuée suite à la présentation, pour chaque personne de l'équipe, d'une copie du diplôme, du CV signé, de l'attestation de déclaration de salaire délivrée par la CNSS pour les trois derniers mois (septembre, octobre et novembre) fournis par les services de la CNSS pour le chef de projet. Pour le reste de l'équipe les attestations de déclaration à la CNSS pour les trois derniers mois (septembre, octobre et novembre) ou un contrat du travail avec le BET

- En cas de non-présentation de l'un des diplômes exigés pour chaque membre de l'équipe, une note de Zéro sera attribuée à son expérience.

La note technique globale (NT) = NT1 + NT2

- Après classement des offres techniques, seules les offres financières des sociétés ayant obtenu une note supérieure **ou égale à 70 sur le plan technique**, seront ouvertes et analysées.

• **Appréciation des offres financières**

La commission procédera aux vérifications des montants de la décomposition du montant global des concurrents.

La commission écarte les offres excessives et anormalement basses selon les modalités ci-après :

- L'offre est considérée excessive, lorsqu'elle est supérieure de plus de vingt pour cent (20%) par rapport à l'estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage ;
- L'offre est considérée anormalement basse lorsqu'elle est inférieure de plus de vingt-cinq pour cent (25%) par rapport à l'estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage.

Selon l'article 144 du décret n° 2.22.431, Après écartement des offres excessives et anormalement basses, l'offre la moins disante sera affectée d'une note de 100 points. Les autres offres seront affectées chacune d'une note correspondante par l'application de la formule suivante :

$$Nf = 100 \times Mo / M$$

Avec Mo : désigne le montant de l'offre la moins disante ;

M : désigne le montant de l'offre considérée ;

Nf : désigne la note qui sera attribuée à l'offre considérée.

• **Note finale et jugement des offres**

Ainsi, l'attribution du marché, pour les candidats retenus, se fait moyennant une note globale (NG) obtenue par l'addition de la note technique et de la note financière et ce, après introduction de la pondération suivante :

- **70% pour la proposition technique.**
- **30% pour l'offre financière.**

Et ce, selon la formule suivante :

$$NG = (70 \times NT) + (30 \times NF) / 100$$

ARTICLE 17 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE

Les offres des entreprises étrangères seront majorées d'un pourcentage de 15%.

En cas des groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnant au présent appel d'offres, la majoration visée ci-dessus appliquée sera équivalente à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement.


ARTICLE 18 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible. Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les prix des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghreb.

ARTICLE 19 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 21 du Décret n°2-22-431 précité, la langue dont laquelle doivent être établies les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents est la langue française ou arabe.

LE MAITRE D'OUVRAGE	LE CONCURRENT
 <p> Directeur de L'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou Signé: Khalid EL Ghomari </p>	

ANNEXE 1 : Tableau relatif au personnel que le concurrent s'engage à affecter à la réalisation de la prestation

Noms et prénoms	qualité	Position	Expériences acquise dans des prestations similaires (année)
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....